

nous payons aujourd'hui, comparativement à il y a quatre ans: un intérêt d'un milliard 185 millions pour l'année prochaine, un milliard 101 millions pour cette année, une augmentation de 85 millions en un an.

Monsieur le président, nous ne sommes plus capables de rembourser notre dette; notre passif est plus fort que notre actif.

Le gouvernement du Canada doit plus qu'il n'y a d'argent en circulation au pays. Même s'il venait chercher ce qu'il y a dans les poches de tous les citoyens canadiens, de toutes les compagnies, de toutes les industries, de tous les commerces et de tous les députés, il n'y en aurait pas assez pour payer la dette du gouvernement canadien. N'est-ce pas être proche de la banqueroute et de la faillite? Est-ce que ce sera une faillite frauduleuse que de devoir plus que ce qu'il y a d'argent en circulation?

Le passif a dépassé l'actif. Pourquoi? Parce que des organismes ont le droit de créer de l'argent et ils le prêtent au gouvernement fédéral. Mais il se produit que la banque créant de l'argent ne crée pas l'intérêt et le gouvernement est obligé de rembourser non seulement le capital, mais aussi l'intérêt. Cependant, le montant pour payer l'intérêt n'a pas été créé; il n'y a que le capital qui a été créé. Chaque fois qu'on rembourse l'intérêt, le capital demeure le même, et cela diminue l'argent en circulation, de sorte qu'un beau jour, il y a beaucoup plus de dettes que d'argent en circulation. Mais il n'y a pas que la dette fédérale, il y a également les dettes provinciales, municipales et scolaires.

On paie l'intérêt, ce qui diminue l'argent en circulation, mais cet intérêt, lui, n'a pas été créé, et l'on doit toujours le capital; on doit plus, aujourd'hui, que ce qu'il y a d'argent en circulation. C'est là un non-sens. C'est devenu une situation alarmante.

Quand on calcule que l'intérêt sur la dette canadienne augmente à un rythme effréné, on s'aperçoit qu'avant longtemps cet intérêt aura dépassé le budget de la défense nationale. Au rythme où vont les choses, d'ici cinq ans l'intérêt sur la dette du gouvernement fédéral aura dépassé le budget de la défense nationale et ce sera le point le plus important dans toutes les dépenses du gouvernement fédéral. Or, cela ne rapporte absolument rien aux citoyens canadiens.

Nous nous acheminons vers la situation dans laquelle se trouvent bien des municipalités, du moins dans la province de Québec, où 35, 40 et même 45 p. 100 du budget municipal servent à rembourser l'intérêt sur la dette de la municipalité. Cette municipalité taxe et surtaxe, mais lorsqu'elle a remboursé \$100, elle en utilise \$45 simplement pour payer l'intérêt sur sa dette, mais non pas

sur le capital; il reste à ces municipalités \$55 sur \$100 pour exécuter des travaux et fournir les services nécessaires.

C'est devenu une situation alarmante, et la situation est la même dans les cas des gouvernements provinciaux.

Au rythme où la province de Québec s'endette, à l'heure actuelle, avant longtemps, une grande partie du budget de cette province sera consacrée à payer seulement l'intérêt sur la dette du gouvernement québécois, tout comme c'est le cas aujourd'hui pour payer la dette du gouvernement fédéral. Un milliard 101 millions de dollars par année, comparez cela aux allocations familiales: ces dernières n'ont pas augmenté, mais l'intérêt sur la dette augmente tous les ans, au point que c'est devenu une des questions les plus importantes et les plus urgentes à régler dans notre système économique, car si le ministre des Finances n'y met pas un frein, il prépare pour les générations qui viennent un désastre économique et monétaire.

On nous a annoncé, au mois de septembre dernier, que le Canada avait prêté cinq millions à la Jamaïque pour y construire un pont et un système d'égout à Kingston—un prêt consenti sans intérêt. Le ministère des Finances du gouvernement fédéral a prêté cinq millions sans intérêt à la Jamaïque pour 60 ans. Le premier ministre sera mort depuis longtemps à ce moment-là, le ministre des Finances aussi, et moi aussi probablement.

• (5.00 p.m.)

Soixante ans, et sans intérêt! Sans intérêt! Tandis que notre gouvernement fédéral, ici, emprunte à un très fort intérêt. On voit, aujourd'hui, les sommes astronomiques qu'il est obligé de payer en intérêt sur sa dette.

C'est là, monsieur le président, et je le répète, un des problèmes des plus importants et des plus grave que doit résoudre l'honorable ministre des Finances. Mais cela ne semble pas l'alarmer outre mesure, ou tellement peu, parce que c'est, oh! paradoxe!, un des postes qu'on n'est pas obligé de voter dans le budget du ministère de la Défense nationale. C'est statutaire. C'est pour ça qu'il faut en discuter sur le poste numéro 1 parce que, quand on arrive à celui-là, silence, secret, pas le droit d'en parler rendu là. C'est statutaire! Par ailleurs, il faut payer de l'impôt, parce qu'il faut de l'argent pour payer les gros financiers. Mais, on n'a pas le droit d'en discuter, ni d'en parler,—c'est statutaire! On devrait avoir l'occasion d'en parler, monsieur le président.

Quelle est la solution? C'est de faire financer les dettes publiques,—fédérales, provinciales, municipales et scolaires,—par une banque publique. Qu'on laisse financer les dettes privées par les banques privées.